

261059-2026 - Kompetizzjoni

Franza – Servizi ta' perizja, kostruzzjoni, inġinerija u spezzjoni – Marché régional Sud-Ouest
AMO pour démolition de halls de décuage
OJ S 74/2026 16/04/2026
Avviż tal-kuntratt jew tal-konċessjoni – reġim standard
Servizzi

1. Xerrej

1.1. Xerrej

Isem uffiċjali: RTE Réseau de Transport d'Electricité

Email: cecile.blanc@rte-france.com

Tip legali tax-xerrej: Impriża pubblika

Attività tal-entità kontraenti: Attivitàjiet relatati mal-elettriku

2. Proċedura

2.1. Proċedura

Titlu: Marché régional Sud-Ouest AMO pour démolition de halls de décuage

Deskrizzjoni: La prestation attendue par RTE consiste en une prestation d'Assistance à Maitrise d'Œuvre (diagnostics, études, consultation, contractualisation, suivi des travaux) pour la déconstruction des infrastructures dans les postes de transport d'électricité HTB en vue de leurs démolitions (plus particulièrement les halls de décuage). La mission se déroulera sur le territoire de RTE Sud-Ouest notamment dans les départements suivants : Ariège (09), Aveyron (12), Corrèze (19), Haute-Garonne (31), Gironde (33), Tarn-et-Garonne (82), Haute-Vienne (87).

Identifikatur tal-proċedura: 1086828e-453d-45bf-9347-7cbb7512f863

Identifikatur intern: Bravosolution - Dossier n°25052

Tip ta' proċedura: Innegożjata bil-pubblikazzjoni minn qabel ta' sejha għall-kompetizzjoni/għall-kompetizzjoni bin-negożjar

Il-proċedura hija aċċellerata: le

2.1.1. Għan

Natura tal-kuntratt: Servizi

Klassifikazzjoni prinċipali (cpv): 71000000 Servizi ta' perizja, kostruzzjoni, inġinerija u spezzjoni

2.1.2. Post tal-prestazzjoni

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Extra-Regio NUTS 3 (FRZZZ)

Pajjiż: Franza

2.1.4. Informazzjoni ġenerali

Informazzjoni addizzjonali: 1. Le candidat ne peut se présenter simultanément en tant que candidat individuel et en tant que membre d'un ou de plusieurs groupements. 2. Tout conflit d'intérêts entre la présente consultation et les consultations relatives aux opérations de démolition à venir entraînera l'exclusion de la participation du titulaire de la présente consultation. En conséquence, l'attributaire ne pourra en aucun cas candidater ou participer aux consultations ultérieures portant sur les projets de démolition des bâtiments faisant l'objet des études menées dans le cadre de la présente consultation. Cette restriction est valable

pour l'attributaire lui-même, mais aussi pour toute autre entreprise appartenant au même Groupe. Par attributaire, on entend l'entreprise attributaire et/ou toutes les entreprises membres du Groupement (si l'attributaire est un Groupement).

Baži legali:

Direttiva 2014/25/UE

2.1.6. Raġunijiet għall-esklużjoni

Sors tal-motivi għall-eżklużjoni: Avviż

Raġunijiet purament nazzjonali għall-esklużjoni: Le candidat fournit une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, pour justifier qu'il n'est concerné par aucun des cas d'exclusions des procédures de passation de marchés publics, mentionnés aux articles L. 21411 à L. 21415 et L. 21417 à L. 214111 du code de la commande publique. Il s'agit sans être exhaustif : 1.1) des peines prononcées par un juge pénal relatives à la corruption au sens large, la concussion, le trafic d'influence, la prise illégale d'intérêt, l'escroquerie, l'abus de confiance, le faux et usage de faux, le blanchiment, la participation à une association de malfaiteur, pour acte de terrorisme, pour stupéfiants ; 1.2) des défauts de régularité au regard des obligations sociales ou fiscales, constatés soit par un juge, soit par les administrations chargées du recouvrement des impôts, cotisations et contributions sociales, soit par les services d'inspection du travail et assimilés ; 1.3) des états de liquidations judiciaires, de faillites, de redressement judiciaire sans justification de l'habilitation à poursuivre les activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public, ou sans bénéfice d'un plan de redressement, constatées par le tribunal de commerce ; 1.4) de la violation des règles relatives à la lutte contre le travail illégal, constatées par les services de l'inspection du travail et assimilés ou rapportés par ces derniers aux représentants de l'État. 2) Pour les entreprises de plus de 20 salariés, le candidat doit être en règle au regard des articles L. 52121 à L. 521211 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 3) Pour les candidats établis HORS de France, le candidat doit fournir une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non-déclaration de travailleurs détachés (R. 21438 du Code de la commande publique et R. 126312 du Code du travail). 4) Le candidat ne doit pas être concerné par l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 duodecies du règlement n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne relatif aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine.

5. Lott

5.1. Lott: LOT-0001

Titlu: Marché régional Sud-Ouest AMO pour démolition de halls de décufrage - Lot 1

Deskrizzjoni: La prestation attendue par RTE consiste en une prestation d'Assistance à Maitrise d'Œuvre (diagnostics, études, consultation, contractualisation, suivi des travaux) pour la déconstruction des infrastructures dans les postes de transport d'électricité HTB en vue de leurs démolitions (plus particulièrement les halls de décufrage). La mission se déroulera sur le territoire de RTE Sud-Ouest notamment dans les départements suivants : Ariège (09), Aveyron (12), Corrèze (19), Haute-Garonne (31), Gironde (33), Tarn-et-Garonne (82), Haute-Vienne (87).

Identifikatur intern: 25052 - Lot 1

5.1.1. Għan

Natura tal-kuntratt: Servizi

Klassifikazzjoni prinċipali (cpv): 71000000 Servizi ta' perizja, kostruzzjoni, inġinerija u spezzjoni

Għażliet:

Deskrizzjoni tal-għażliet: Option de durée avec 2 fois 1 an supplémentaire (soit un marché de 3 ans mais potentiellement 4 ans ou 5 ans)

5.1.2. Post tal-prestazzjoni

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Extra-Regio NUTS 3 (FRZZZ)

Pajjiż: Franza

5.1.3. Tul ta' żmien stmat

Tul ta' żmien: 3 Snin

5.1.4. Tiġdid

Numru massimu ta' tiġdid: 2

5.1.5. Valur

Valur massimu tal-ftehim qafas: 738 600,00 EUR

5.1.6. Informazzjoni ġenerali**Parteċipazzjoni riżervata:**

Il-parteċipazzjoni mhijiex riżervata.

Iridu jingħataw l-ismijiet u l-kwalifiki professjonali tal-istaff assenjat biex iwettaq il-kuntratt:

Għadha mhijiex magħrufa

L-akkwist huwa kopert mill-Ftehim dwar l-Akkwisti Pubbliċi (GPA): iva

Dan l-akkwist huwa adattat ukoll għall-intrapriżi żgħira u ta' daqs medju (SMEs): iva

Informazzjoni addizzjonali: Validité de l'offre limitée à 6 mois

5.1.9. Kriterji tal-għażla

Sors tal-kriterji ta' għażla: Avviż

Kriterju: Rekwiżiti ekonomiċi jew finanzjarji oħra

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Critères d'aptitude : Aptitude à exercer l'activité professionnelle : le candidat devra adresser avec sa demande de participation les imprimés DC1 et DC2 dûment complétés et signés. Ces documents sont à se procurer à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> 1) Pour les candidats établis "en France" : o la transmission du numéro unique d'identification (SIREN) délivré par l'INSEE, ou bien Carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie) datant de moins de 3 mois par rapport à la date limite de réponse ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription (critère éliminatoire). 2) Pour les candidats établis "hors de France" : o un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 3 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre (critère éliminatoire). o un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France (critère éliminatoire). o une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non-déclaration de travailleurs détachés (R.2143-8 du Code de la commande publique et R.1263-12 du Code du travail) (critère éliminatoire). 3) Pour tous les candidats : o produire une déclaration sur l'honneur datée et signée justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 de l'ordonnance N°2018-1074 et pour les entreprises d'au moins 20 salariés, qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (critère éliminatoire). o ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'

article 5 duodecimes du règlement n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine (critère éliminatoire). o ne pas faire partie du groupe EDF ou du groupe de la caisse des Dépôts et Consignations (CDC). Un candidat ou membre de groupement contrôlé directement ou indirectement par EDF ou la CDC devra produire dans son dossier de candidature une déclaration indiquant le détail du lien capitalistique avec l'une des sociétés précitées (critère éliminatoire). o fournir des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale (critère non éliminatoire). o fournir des attestations marché public et de régularité fiscale (critère non éliminatoire). o en cas de redressement judiciaire, fournir une copie du ou des jugements prononcés (critère non éliminatoire). o fournir une déclaration de sous-traitance (critère non éliminatoire). Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés. Il-kriterji se jintużaw biex jintgħażlu l-kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura

Kriterju: Volum ta' negozju annwali ġenerali

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Critères d'aptitude : Capacité économique et financière 1.

Bilans ou extraits de bilan : le candidat est prié de joindre les bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, dans le cas où ce dernier fait partie des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi (critère éliminatoire). 2.Chiffre d'affaires : le candidat doit justifier dans un document autoportant qu'il satisfait aux conditions suivantes : o Réaliser un chiffre d'affaires annuel supérieur à 220 K€. Pour cela, le candidat doit fournir son chiffre d'affaires global, son chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. (critère éliminatoire) o Indiquer la part et le pourcentage de CA annuels réalisé avec RTE (critère non éliminatoire). 3.Banque et assurances : o Le candidat doit fournir les déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents (critère éliminatoire). o Le candidat doit fournir la liste des éventuelles opérations de rachats ou de fusions de sociétés sur les 3 dernières années (critère éliminatoire).

Il-kriterji se jintużaw biex jintgħażlu l-kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura

Kriterju: Referenzi fuq servizzi speċifiċi

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Critères d'aptitude : Capacité technique et professionnelle 1. Contenu du dossier de présentation de la société du candidat (critère éliminatoire) : le candidat doit fournir un dossier de candidature reprenant une présentation succincte de la société (raison sociale, adresse, identifiant TVA, SIRET, Code NAF, domaines d'interventions, chiffre d'affaires global réalisé en France et dans le monde lors des 3 dernières années, références, interlocuteur commercial, etc...). Par ailleurs, le candidat indique dans ce même document autoportant les éléments suivants : o L'effectif total de la société, au global et en France, o Le taux de renouvellement du personnel sur les 3 dernières années, o La constitution du groupement d'entreprises (le cas échéant), o L'indication des systèmes de gestion et de suivi de la qualité, o L'indication du système de gestion de suivi de la démarche environnementale de l'entreprise. 2.Eléments complémentaires : de plus, le candidat fournit également les éléments suivants : o La liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou

privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (critère éliminatoire). o La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années (critère éliminatoire). o Les certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants (critère non éliminatoire). o Le candidat s'engage à garantir que l'ensemble de ses intervenants dispose, avant le démarrage de la prestation, des habilitations requises au titre du risque électrique conformément à la norme UTE C18-510 (habilitation minimale H0-B0V) ainsi que du Pass HTB (critère éliminatoire).

Il-kriterji se jintużaw biex jintgħażlu l-kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura

Kriterju: Kwalifiki edukattivi u professjonali rilevanti

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Critères de sélection 1. Habilitations attendues et qualifications appréciées pour cette mission sur 20 points (selon le cahier des charges) . 2. Références sur des projets MOE équivalents sur 30 points (nombre et type de dossiers AMO suivis, montants et durées des projets, démarches environnementales réalisées).

Il-kriterji se jintużaw biex jintgħażlu l-kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura

Informazzjoni dwar it-tieni stadju ta' proċedura b'żewġ stadji:

Numru massimu ta' kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura: 6

Il-proċedura se ssir fi stadji suċċessivi. F'kull stadju, xi parteċipanti jistgħu jiġu eliminati

5.1.10. Kriterji tal-għoti

Kriterju:

Tip: Prezz

Deskrizzjoni: Critère prix défini dans les documents de la consultation

Kategorija tal-kriterju tal-għoti piż: Fattur ta' ponderazzjoni (punti, eżatt)

Numru tal-kriterju għall-għoti: 60

Kriterju:

Tip: Kwalità

Deskrizzjoni: Critères Qualité, Sécurité, Environnement définis dans les documents de la consultation

Kategorija tal-kriterju tal-għoti piż: Fattur ta' ponderazzjoni (punti, eżatt)

Numru tal-kriterju għall-għoti: 40

5.1.11. Dokumenti tal-akkwist

Inderizz tad-dokumenti tal-akkwist: <https://rte-france.bravosolution.com>

5.1.12. Termini tal-akkwist

Termini tas-sottomissjoni:

Sottomissjoni elettronika: Meħtieġa

Inderizz għas-sottomissjoni: <https://rte-france.bravosolution.com>

Lingwi li bihom jistgħu jiġu sottomessi offerti jew talbiet għall-parteeċipazzjoni: Franciż

Katalogu elettroniku: Permess

Varjanti: Permess

L-offerenti jistgħu jifgħu aktar minn offerta waħda: Mhux permessa

Deskrizzjoni tal-garanzija finanzjarja: Des cautions ou garanties bancaires pourront être demandées et seront indiquées dans le dossier de consultation.

Skadenza biex jintlaqgħu t-talbiet għall-parteeċipazzjoni: 18/05/2026 23:00:00 (UTC+02:00) Ħin tal-Ewropa tal-Lvant, Ħin tas-sajf tal-Ewropa Ċentrali

Termini tal-kuntratt:

L-eżekuzzjoni tal-kuntratt għandha titwettaq fil-qafas ta' programmi ta' impjegi protetti: Le Kundizzjonijiet relatati mat-twettiq tal-kuntratt: Sans objet

Hu meħtieġ ftehim ta' kunfidenzjalità: iva

Informazzjoni addizzjonali dwar il-ftehim ta' kunfidenzjalità: <https://rte-france.bravosolution.com>

Forma legali li għandha tittieħed minn grupp ta' offerenti li jingħata kuntratt: RTE se réserve le droit de demander au groupement sa transformation en groupement solidaire ou avec mandataire solidaire lors de l'attribution du marché, dans la mesure où cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché. En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces demandées aux III.1.1) à III.1.3) doit être fourni par chacun de ses membres. Sauf cas prévus à l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, la composition du groupement candidat à un avis d'appel à la concurrence ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Arrangament finanzjarju: Financement sur ressources propres. Paiement à 49 jours à compter de la date d'émission de la facture.

5.1.15. Tekniki**Ftehim qafas:**

Ftehim qafas, mingħajr ma terġa' tinfetaħ il-kompetizzjoni

Numru massimu ta' parteċipanti: 1

Informazzjoni dwar is-sistema dinamika tax-xiri:

Ebda sistema dinamika ta' xiri

5.1.16. Aktar informazzjoni, medjazzjoni u rieżami

Organizzazzjoni tar-rieżami: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Informazzjoni dwar l-iskadenzi tar-rieżami: Référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat. Référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.

Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni addizzjonali dwar il-proċedura tal-akkwist: RTE Réseau de Transport d'Electricité

8. Organizzazzjonijiet**8.1. ORG-0002**

Isem uffiċjali: RTE Réseau de Transport d'Electricité

Numru tar-registrazzjoni: 444 619 258 02482

Dipartiment: Direction des Achats

Indirizz postali: 82, chemin des Courses

Belt: Toulouse

Kodiċi postali: 31100

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Haute-Garonne (FRJ23)

Pajjiż: Franza
Punt ta' kuntatt: Cécile BLANC
Email: cecile.blanc@rte-france.com
Telefown: +33 6 61 72 31 38
Profil tax-xerrej: <https://rte-france.bravosolution.com>

Rwoli ta' din l-organizzazzjoni:

Xerrej

Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni addizzjonali dwar il-proċedura tal-akkwist

8.1. ORG-0003

Isem uffiċjali: Tribunal Judiciaire de Nanterre
Numru tar-registrazzjoni: 17780111500151
Dipartiment: Instance chargée des procédures de recours
Indirizz postali: 179-191, avenue Joliot-Curie
Belt: Nanterre
Kodiċi postali: 92020
Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)
Pajjiż: Franza
Punt ta' kuntatt: Instance chargée des procédures de recours
Email: accueil.tj-nanterre@justice.fr
Telefown: 01 40 97 10 10
Indirizz tal-internet: www.cours-appel.justice.fr/versailles/tribunal-judiciaire-de-nanterre
Rwoli ta' din l-organizzazzjoni:
Organizzazzjoni tar-rieżami

8.1. ORG-0000

Isem uffiċjali: Publications Office of the European Union
Numru tar-registrazzjoni: PUBL
Belt: Luxembourg
Kodiċi postali: 2417
Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Luxembourg (LU000)
Pajjiż: Il-Lussemburgu
Email: ted@publications.europa.eu
Telefown: +352 29291
Indirizz tal-internet: <https://op.europa.eu>
Rwoli ta' din l-organizzazzjoni:
TED eSender

Informazzjoni dwar l-avviż

Identifikatur/verżjoni tal-avviż: 0627ead9-90e3-4c91-829a-c30b5c1b3d27 - 01
Tip ta' formola: Kompetizzjoni
Tip ta' avviż: Avviż tal-kuntratt jew tal-konċessjoni – reġim standard
Sottotip tal-avviż: 17
Data ta' meta ntbaġħat l-avviż: 15/04/2026 07:14:54 (UTC+00:00) Ħin tal-Ewropa tal-Punent, GMT
Lingwi li bihom dan l-avviż huwa disponibbli uffiċjalment: Franciż
Numru tal-pubblikazzjoni tal-avviż: 261059-2026
Numru tal-ħarġa tal-ĠU S: 74/2026
Data tal-pubblikazzjoni: 16/04/2026